

**CAHIER DES CLAUSES  
TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)  
N° DAF 2025\_000518**

Objet : Prestations de nettoyage de voiries et des aires de stationnement au profit des établissements et formations soutenus par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Draguignan.

Sommaire :

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE..... 4

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT..... 4

ARTICLE 3 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS ..... 4

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS..... 4

ARTICLE 5 - DOCUMENTS DE REFERENCE ..... 5

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ..... 5

6.1 OBLIGATION DE RÉSULTAT..... 6

6.2 TRAITEMENT DES DÉCHETS..... 6

ARTICLE 7 – ORGANISATION DES TRAVAUX ..... 6

7.1 VISITE D’ÉTAT DES LIEUX AVANT DÉBUT D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS ..... 6

7.2 ORGANISATION ET SÉCURITÉ DU CHANTIER..... 6

7.3 SIGNALISATION..... 7

7.4 PERSONNEL, MATÉRIELS, FOURNITURES..... 8

7.5 SUIVI DES TRAVAUX ET CONTRÔLE DES PRESTATIONS ..... 8

7.6 RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT ..... 8

ARTICLE 8 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS ..... 9

8.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS CONTINUES..... 9

8.2 DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS PONCTUELLES EXÉCUTÉES À LA DEMANDE..... 10

8.3 MODALITÉS SPÉCIFIQUES D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS..... 12

ARTICLE 9 – EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES..... 12

9.1 CONNAISSANCE DES SITES ET DES MESURES DE SÉCURITÉ..... 12

9.2 HYGIÈNE-SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL..... 12

9.3 PLAN DE PRÉVENTION ..... 13

9.4 DOCUMENTS À FOURNIR..... 13

**PREAMBULE :**

Dans le cadre de la modernisation des achats publics et des travaux du Grenelle de l'environnement, des objectifs et principes contenus dans la charte de l'environnement, le code de la commande publique et la circulaire relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics, le ministre des armées s'engage à promouvoir et à conduire une politique d'achats écoresponsables.

Afin de répondre à cet objectif, le présent CCTP comporte des clauses ayant pour but de limiter la consommation d'énergie, de préserver les ressources naturelles en eau, de préserver la santé, de limiter la consommation de ressources rares et les pollutions dues aux produits et à leurs emballages.

**GLOSSAIRE :**

CCTP :	Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
CCAP :	Cahier des clauses Administratives Particulières ;
FI :	Fiche incident ;
PFC Sud :	Plate-Forme Commissariat Sud ;
GSC DGN :	Groupement de Soutien Commissariat de Draguignan ;
BdD DGN :	Base de défense Draguignan ;
21 <sup>ème</sup> RIMA :	21 <sup>ème</sup> Régiment d'infanterie de Marine ;
2 <sup>ème</sup> RHC :	2 <sup>ème</sup> Régiment d'hélicoptères de combat ;

## ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les conditions et les modalités d’exécution des prestations de nettoyage des voiries et des aires de stationnement au profit des établissements et formations soutenus par le Groupement du Soutien Commissariat de Draguignan.

## ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Sans objet

## ARTICLE 3 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées dans les différents sites suivants :

### Prestations forfaitaires :

21<sup>ème</sup> RIMA de Fréjus ;  
Base Ecole du 2<sup>ème</sup> RHC du Cannet des Maures ;

### Prestations à la demande :

Ecole Militaire de Draguignan (Quartiers Bonaparte, Chabran et Bergerol) ;  
Détachement du 4<sup>ème</sup> RMA (quartier CURTET) ;  
Camps de Canjuers ;  
Caserne Filley à Nice.

La liste de ces lieux n’est pas exhaustive et peut être amenée à évoluer conformément à l’article 10. 3 - « Modifications définies en application d’une clause de réexamen » du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

## ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L’accord-cadre est composite et comporte :

- **des prestations continues** qui s’exécutent tout au long de l’année et aux prix figurant dans le bordereau des prix forfaitaires (BPF) ;
- et **des prestations ponctuelles dites « à la demande »** qui s’exécutent au moyen de bons de commande notifiés au fur et à mesure de l’émission des besoins et aux prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les modalités d’exécution des prestations de l’accord-cadre sont définies à l’article 8 du présent document.

Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des sites à entretenir.

## **ARTICLE 5 - DOCUMENTS DE REFERENCE**

Pour l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, le titulaire se réfère à la réglementation relative à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail :

- aux consignes générales des emprises militaires concernées ;
- au décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- au décret n° 2023-835 du 29 août 2023 relatif aux usages et aux conditions d'utilisation des eaux de pluie et des eaux usées traitées.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par le titulaire de l'accord-cadre au vu des modifications postérieures à l'émission du présent document. Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes homologuées françaises ou européennes. Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur ou à venir pendant la durée de l'accord-cadre.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le prestataire est seul responsable à l'égard des tiers, des conséquences ou actes du personnel de nettoyage et de l'usage du matériel. Il contracte à ses frais toutes assurances utiles. Il doit se conformer rigoureusement à :

- toutes les prescriptions des règlements de police et arrêtés de voirie, aux lois et règlements sur l'hygiène ;
- la salubrité et la sécurité publique ;
- la législation du travail ;
- tous les textes portant sur les règlements d'administration publique en vigueur.

Il est interdit au prestataire d'opérer des transbordements de produits de balayage et de résidus divers d'un véhicule à un autre, sauf cas de force majeure. Dans cette hypothèse, l'intervention du titulaire est soumise à l'accord préalable du bureau GET (Gestion Environnement Travail) du pôle concerné. Le prestataire doit obligatoirement évacuer les déchets dans un centre agréé.

## **ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires dans le but d'assurer un nettoyage des voiries et aires de stationnement, cela dans le respect des règles de l'art de la profession.

Afin de prévenir tout risque d'incident, l'entreprise titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout accident, notamment ceux liés au trafic routier (triangle de signalisation, gilet fluo, etc.), et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles afin de gêner le moins possible.

Les jours et horaires d'intervention doivent au préalable être validés par le bureau GET de Draguignan. Un plan de prévention doit être établi entre la société titulaire et le chargé de prévention de la cellule HSE de chaque site (Cf. article 9.3 du présent CCTP).

## **6.1 Obligation de résultat**

L'accord-cadre est soumis à obligation de résultat.

L'ensemble des spécifications techniques détermine le résultat à atteindre par le prestataire.

A ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention du résultat décrit ci-après pour chaque opération de nettoyage et cela dans le respect des règles de l'art de la profession.

Il prend à sa charge, les moyens humains, les matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Si le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule constatation contradictoire que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier, s'il le peut, une cause étrangère ayant le caractère de force majeure ou l'intervention fautive de l'administration.

Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification de l'accord-cadre. Il ne peut prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

## **6.2 Traitement des déchets**

Le titulaire se rapproche du représentant du bureau GET de Draguignan après chaque prestation qui aura généré un déchet afin de déterminer conjointement le lieu d'évacuation dudit déchet.

Tous les déchets sont en priorité évacués vers des centres de traitement agréés à la charge du titulaire, les déchets organiques et minéraux dans un centre de compostage, Le titulaire remet au représentant du pôle concerné un bon de pesée d'apport avec mention de la matière et de la date d'élimination.

L'ensemble des frais inhérents au dépôt et au transport des déchets est à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

# **ARTICLE 7 – ORGANISATION DES TRAVAUX**

## **7.1 Visite d'état des lieux avant début d'exécution des prestations**

En plus de la visite obligatoire de sites organisée lors de la consultation, dans les 15 jours qui suivent la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations, une visite obligatoire d'état des lieux et de leurs proches abords est effectuée à l'initiative du bureau GET de Draguignan afin de constater en présence du titulaire les surfaces à nettoyer.

Cette visite a également pour objet de préciser les limites des différentes zones et les accès à emprunter.

Cette visite doit permettre de définir le plan de prévention (cf. article 9.3 du présent CCTP).

## **7.2 Organisation et sécurité du chantier**

Avant chaque intervention, le titulaire signale au bureau GET de chaque Pôle toute dégradation de la voirie non constatée lors de l'état des lieux (cf. paragraphe supra) ou de l'intervention précédente.

Le personnel est tenu de porter, pendant les travaux, les équipements de protection individuelle et collective conformément à la réglementation en vigueur, faute de quoi, il pourra lui être demandé de

quitter le chantier. De même, le titulaire encourt des pénalités pour non-respect des obligations de protection du personnel (cf. article 11.7 du CCAP).

Le prestataire confie les travaux à du personnel possédant l'expérience et les connaissances nécessaires permettant d'exécuter ceux-ci dans les règles de l'art.

Les travaux d'entretien étant réalisés sur des sites ouverts au public (salariés et visiteurs), le titulaire prend toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des personnes pendant l'exécution des travaux et lors de l'utilisation de son matériel.

Il doit laisser le chantier propre à son départ. Les opérations de nettoyage sont réalisées par un nombre suffisant d'engins et d'agents, en sachant que l'entreprise, de par l'engagement qu'elle prend dans le présent accord-cadre, doit assurer un parfait état de propreté après chacun de ses passages sur les périmètres définis au présent document.

Chaque fois que cela sera possible, les tâches doivent être mécanisées.

Il est expressément interdit au titulaire de laisser jeter par ses agents, quoi que ce soit dans les bouches d'égout, grilles et avaloirs d'eaux pluviales, ainsi que sur les terrains publics ou privés bordant les voies du périmètre de nettoyage.

Dans le cas où le non-respect de cette interdiction est constaté, le titulaire est contraint de faire procéder, à ses frais, au nettoyage des zones souillées.

Lors du lavage des caniveaux, à l'aide d'engins spécialisés, les bouches d'évacuations sont préalablement débarrassées de tout objet, de tout type de déchet (papier, feuille, plastique, canette...).

Les opérations de balayage et de lavage, mécaniques ou manuelles, sont effectuées de façon à ne pas souiller les murs et façades implantés en bordure de voirie.

### 7.3 Signalisation

Chaque intervention est accompagnée d'une signalisation spécifique pour la protection des personnes. Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des biens et des personnes sur la voie publique.

L'ensemble des tâches exécutées aux abords directs d'une voirie est obligatoirement accompagné d'une signalisation conforme aux normes en vigueur en matière de sécurité :

- pré et post signalisation de chantier ;
- signalisation linéaire des ouvrages ;
- signalisation des personnels ;
- signalisation des matériels.

Les engins d'entretien circulant sur et entre les sites d'intervention doivent respecter la réglementation relative à la circulation sur la voie publique.

Les anomalies ou accidents qui pourraient survenir lors d'un passage de l'entreprise sont signalés au correspondant du bureau GET du pôle concerné **dans les 24 heures**.

En cas de réel manquement constaté, le bureau ressources de Draguignan rédige une fiche incident de marché (FI) accompagné des échanges écrits avec le titulaire.

Il fait ensuite remonter le dossier complet par mail au bureau programmation des achats et des contrôles de prestations du département ressources pour applications des pénalités qui sont précisées à l'article 11.7 du CCAP.

#### **7.4 Personnel, matériels, fournitures**

Le titulaire fournit le personnel qualifié, les équipements de protection individuelle (E.P.I.), le matériel et toutes les fournitures et produits nécessaires au bon déroulement des prestations.

Le personnel du titulaire doit être en possession des certificats d'habilitations nécessaires (permis de conduire, ...) et de tous documents nécessaires conformes à la législation en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Le matériel doit être homologué, en bon état de fonctionnement, sans fuites, conformes aux normes CE, aux consignes édictées par les fabricants, à la législation en vigueur et à jour de leurs vérifications périodiques. Le titulaire fournit l'ensemble des documents requis au bureau GET de Draguignan au démarrage des prestations dans les quinze jours suivant la notification de l'accord-cadre.

Tout matériel défectueux doit être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais par un matériel équivalent conforme.

Avant tout commencement de prestation :

- le titulaire demande à chaque Pôle, la liste des documents pour les accès de son personnel aux différents sites ;
- le bureau GET du Pôle lui fournit cette liste (en fonction du lieu de l'intervention) ;
- le titulaire fournit ces documents le plus rapidement possible par courriel.

**Nota : un délai d'une semaine est nécessaire pour que les accès soient autorisés sur les sites du GSC de Draguignan.**

#### **7.5 Suivi des travaux et contrôle des prestations**

Le contrôle de la bonne exécution du service est effectué par le contrôle visuel de l'état de propreté à l'issue de la prestation.

Ce contrôle est effectué par le contrôleur de prestations du pôle concerné, qui informe le titulaire de tout manquement constaté au CCTP.

En cas de contestation, une visite contradictoire est organisée par le contrôleur de pôle avec présence obligatoire du titulaire.

Lors des contrôles de prestations, le contrôleur de pôle peut intervenir directement auprès des agents du titulaire lorsqu'un dysfonctionnement est constaté et doivent le consigner via une fiche de contrôle.

Des réunions de coordination peuvent être organisées afin de faire le point sur la qualité des prestations entre le titulaire et les pôles.

Le titulaire a un devoir de conseils et doit informer les pôles des changements et compléments de législation concernant les vérifications réglementaires afin de les prendre en compte.

Les retards dans l'exécution des prestations, constatés par les pôles feront faire l'objet de pénalités conformément à l'article 11.7 du CCAP.

Le mode de signalement de l'incident de marché est alors le même que celui allégué à l'article 7.3.

#### **7.6 Respect de l'environnement**

Il est interdit au personnel chargé de la propreté de repousser, dans le réseau d'eaux usées ou le réseau pluvial, tout ou partie des déchets éventuellement présents sur la voie publique. En cas de déversement accidentel, le titulaire doit assurer la récupération des matériaux.

Dans le cas d'une utilisation de produits de nettoyage, de désinfection, ceux-ci doivent impérativement être exempt de substances toxiques pour les écosystèmes terrestre et aquatique.

L'utilisation de produits ne peut s'effectuer qu'après validation par le chargé de prévention du GCS de Draguignan.



Les machines et véhicules utilisés doivent contribuer à la réduction des émissions de polluants atmosphériques.

Les nuisances sonores doivent être le plus faible possible notamment par l'utilisation de matériel électrique.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution du présent CCTP sont définies par des prestations dites « continues » s'exécutant tout au long de l'année et des prestations ponctuelles exécutées à la demande de l'administration.

8.1 Description des prestations continues

Les prestations continues correspondent à des opérations d'entretien courant programmées tout au long de l'année avec le titulaire, en fonction des fréquences et périodes établies dans le bordereau des prix forfaitaires.

Les prestations forfaitaires seront réalisées dans le mois d'intervention indiqué dans le BPF, sous l'action du responsable du suivi des prestations du pôle, par mail ou par téléphone.

Le bordereau des prix forfaitaires joint en annexe 1 de l'acte d'engagement (ATTRI) définit les zones d'intervention, la surface à traiter en m2 et le nombre d'intervention annuelles à réaliser.

Il est rappelé que s'agissant d'un accord-cadre avec obligation de résultat, le titulaire doit effectuer les prestations comme décrites à l'article 6.1 du présent CCTP.

Les prestations forfaitaires s'exécutent à compter de la date de début d'exécution des prestations indiquée à l'acte d'engagement et aux prix figurant à l'annexe 1 de l'ATTRI.

8.1.1 Nettoyage du 21<sup>ème</sup> RIMA de Fréjus

Lors de chacune de ces interventions le titulaire est tenu impérativement d'effectuer les opérations suivantes selon les modalités décrites dans les tableaux ci-après :

<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Balayage mécanique des 2 côtés de la chaussée et balayage manuel complémentaire, nettoyage des bas de bâtiments, murs d'enceinte, bas de clôture et trottoirs.</b></li><li>- <b>Lavage des trottoirs avec une laveuse haute pression avec lance permettant de décaper en même temps.</b></li></ul>		
<i>Zones d'intervention</i>	<i>Superficie</i>	<i>Nombre d'interventions annuelles</i>
21 <sup>ème</sup> RIMA (Fréjus) Camp toutes zones	32 000 m²	1 en octobre

<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Nettoyage des avaloirs, bouches ou grille d'évacuation des eaux qui sont visités à chaque passage du titulaire, et débarrassés des terres, graviers ou déchets divers qui les encombrent. Cette opération peut se faire manuellement ou mécaniquement.</b></li></ul>		
<i>Zones d'intervention</i>	<i>Unité</i>	<i>Nombre d'interventions annuelles</i>

21 <sup>ème</sup> RIMA (Fréjus) Camp toutes zones	140 unités	1 en octobre
--	------------	--------------

Les accotements délaissés ou en terre sont proprement ratissés et évacués de tous détritrus.

La prestation comprend également le ramassage, l'évacuation et l'élimination des détritrus.

#### 8.1.2 Nettoyage de la Base école 2<sup>ème</sup> RHC du Cannet des Maures

Le titulaire doit réaliser les prestations suivantes selon les modalités décrites dans le tableau ci-après :

- Ramassage des feuilles et aiguilles de pins et procéder à leur évacuation.
- Nettoyage des avaloirs, bouches ou grilles d'évacuation des eaux de toutes terres, graviers ou déchets divers qui les encombreraient.

Cette prestation peut être réalisée mécaniquement ou manuellement.

Ramassage des feuilles et aiguilles de pins		
<i>Zones d'intervention</i>	<i>Superficie</i>	<i>Nombre d'interventions annuelles</i>
Base école 2 <sup>ème</sup> RHC (Le Cannet des Maures) :		
Zone EALAT (Ecole de l'aviation légère de l'armée de Terre)	200 000 m2	2 (1 en juillet et 1 en septembre)
D1PC BAT Poste de commandement	17 800 m2	2 (1 en juillet et 1 en septembre)
EFA (Ecole Franco Allemande)	34 500 m2	2 (1 en juillet et 1 en septembre)
Nettoyage des avaloirs, bouches ou grille d'évacuation		
<i>Zones d'intervention</i>	<i>Unité</i>	<i>Nombre d'interventions annuelles</i>
Base école 2 <sup>ème</sup> RHC	150 unités	2 (1 en mai et 1 en octobre)

#### 8.2 Descriptions des prestations ponctuelles exécutées à la demande

Les prestations ponctuelles sont exécutées exclusivement sur bon de commande à la survenance des besoins et aux prix indiqués au bordereau des prix unitaires figurant en annexes 2 (BPU) de l'acte d'engagement (ATTRI).

Le bon de commande précise la nature de la prestation demandée, le lieu et la date d'exécution souhaitée.

##### Nota :

a) - En raison de circonstances exceptionnelles et imprévues (ex : fortes intempéries), il est demandé au titulaire de pouvoir réaliser certaines prestations à la demande dans un délai très court, sous 24h maximum.

Ces prestations sont identifiées "urgentes et exceptionnelles" dans la mesure où elles sont liées à la mise en sécurité des personnes et des biens en raison de conditions climatiques défavorables, etc.

Le prestataire est contacté par le correspondant technique du pôle concerné par tout moyen permettant d'accuser une date et heure de réception certaines (appel téléphonique doublé d'un courriel avec

accusé de réception et lecture). Ces dates et heure de réception définissent le point de départ du délai d'exécution de la prestation commandée, précédée de la mention « clause d'urgence » sur le bon de commande.

**b)** - A l'occasion de certains événements (journées du Patrimoine, visites autorités, journées portes ouvertes, etc.), des prestations à la demande peuvent être commandées au titulaire. Elles doivent être exécutées sous un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande maximum.

Le coût de la prestation sera alors majoré en utilisant le coefficient de majoration inscrit au bordereau des prix unitaires (poste 14)

**c)** - Certains lieux sont identifiés comme « sensibles » (sûreté militaire, carburant, dépôts de munitions, etc.). Lors de l'intervention sur ces lieux, le personnel du titulaire pourra être soumis à l'accompagnement / la surveillance d'un représentant de l'administration.

#### **Les prestations ponctuelles sont décrites dans les articles suivants :**

##### **8.2.1 Prestation N°1 - Balayage mécanique et balayage manuel complémentaire**

Le titulaire doit effectuer le balayage mécanique et le balayage manuel complémentaire.

Cette prestation comprend : le nettoyage par une balayeuse d'environ 4,00 m³ de capacité, ainsi que le personnel d'accompagnement afin de procéder à un balayage mécanique et manuel complémentaire des voies, parkings, quais, bas de bâtiments, trottoirs, etc.

##### **8.2.2 Prestation N°2 - Balayage mécanique et manuel ainsi que lavage des voies**

Le titulaire doit effectuer :

- Le balayage mécanique et le balayage manuel complémentaire ;
- Le lavage des voies, parkings, quais, bas de bâtiments, trottoirs, etc.

Cette prestation comprend : le nettoyage par une laveuse et une balayeuse d'environ 4,00 m³ de capacité, ainsi que le personnel d'accompagnement afin de procéder à un balayage mécanique et manuel complémentaire et un lavage des voies, parkings, quais, bas de bâtiments, trottoirs, etc.

##### **8.2.3 Prestation N°3 - Décapage, brossage, rinçage haute pression**

Le titulaire doit effectuer le décapage, avec une machine adaptée pour les diverses voies, parkings, terrasses, etc. (pavés, bitume, revêtement briquettes, revêtement béton désactivé, etc.) à l'aide de tout produit nécessaire à l'élimination des salissures, trainées, traces de surface, etc.

Plus précisément, le décapage peut être réalisé classiquement de la manière suivante :

- Mise en œuvre manuelle ou mécanique de produit décapant adapté aux différents sols ;
- Brossage mécanique ;
- Rinçage à haute pression.

##### **8.2.4 Prestation N°4 - Nettoyage par pompage de bouches d'avaloirs**

Le titulaire doit effectuer le nettoyage par pompage des bouches d'avaloirs encombrées de déchets de toutes sortes le nécessitant.

##### **8.2.5 Prestation N°5 - Ramassage et évacuation de feuilles et/ou aiguilles de pins**

Le titulaire doit effectuer le ramassage manuel ou mécanique des feuilles et/ou aiguilles de pins.

En cas d'intempéries rendant le travail impossible, constaté par le responsable du site, le titulaire peut remettre son exécution au 1<sup>er</sup> jour suivant le rétablissement des conditions climatiques optimales. Si nécessaire, ce jour est défini en accord avec l'administration.

Les déchets verts sont évacués vers un centre de traitement agréé, centre de compostage.

#### **8.2.6 Prestation N°6 - Nettoyage de site**

Le titulaire effectue le ramassage, l'évacuation et l'élimination des détritiques de toutes sortes (plastiques, canettes, ordures, verres, papiers, chiffons, cartons, feuilles mortes, aiguilles de pins, etc.).

#### **8.3 Modalités spécifiques d'exécution des prestations**

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par les formations militaires bénéficiaires. **Le titulaire s'engage à en faire un usage cohérent en évitant le gaspillage.**

Les bornes à eau doivent notamment être refermées après usage. Le souci de la préservation de la ressource en eau fait partie des obligations du titulaire qui doit prendre toutes les dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Le branchement électrique du matériel doit être effectué selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire doit éviter toute utilisation superflue des énergies mises à sa disposition. En particulier, il veille à ce que l'utilisation de l'énergie électrique soit strictement limitée au temps nécessaire à l'exécution des prestations.

<b>ARTICLE 9 – <u>EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES</u></b>
--

#### **9.1 Connaissance des sites et des mesures de sécurité**

En effectuant la visite obligatoire des sites pendant la consultation (cf. article 2.7 du règlement de consultation), le titulaire a pris connaissance des sites, des possibilités d'accès, des règlements de l'administration, des règlements particuliers et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations. Il est informé que tous les sites sont soumis à des contraintes d'accès liées à la sécurité et à des missions opérationnelles.

#### **9.2 Hygiène-sécurité et conditions de travail**

Afin de prévenir tout risque d'incident, l'entreprise titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout accident, notamment celles liées au trafic routier (triangle de signalisation, gilet fluo, etc.) afin de gêner le moins possible.

Les jours et horaires d'intervention doivent au préalable être validés par le bureau ressources de Draguignan. Avant tout début d'exécution des prestations, un plan de prévention doit être établi entre la société titulaire et le chargé de prévention de la cellule HSE de chaque site.

La totalité des moyens utilisés doivent présenter toutes les garanties d'efficacité, de propreté et de limitation des nuisances sonores.

Le titulaire s'engage à fournir à ses personnels les équipements de protection individuelle adaptés à la nature des travaux et nécessaires à l'exécution des prestations en toute sécurité.

Les matériels utilisés doivent être conformes aux normes européennes. Ils ne doivent pas occasionner de dégradations aux ouvrages existants.

### **9.3 Plan de prévention**

Préalablement au début d'exécution des prestations, dans les quinze jours (15) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire effectue, en présence du représentant de l'administration chargé de la prévention, une visite de tous les sites destinés à déterminer et apprécier les risques et modes opératoires liés aux prestations et conduire à l'élaboration d'un plan de prévention, validé par l'administration.

Aucune activité ne peut débuter tant que ce document n'est pas validé par l'administration.

Un exemplaire de ce document est remis aux personnels du titulaire. Ce plan de prévention peut faire l'objet si nécessaire de mises à jour.

### **9.4 Documents à fournir**

Après chaque intervention, le responsable technique de site ou son représentant et le titulaire complètent et signent une fiche de fin d'intervention mentionnant la nature des prestations (continues ou ponctuelles) réalisées, les zones concernées ainsi que les jours et horaires d'intervention.

Le titulaire présente les fiches de données sécurité des produits utilisés lors de l'intervention.

Chef de section achats et des contrôles de prestations du GSC de Draguignan :

[gsbdd-dgn-dcs.resp-achat-invest.fct@intradef.gouv.fr](mailto:gsbdd-dgn-dcs.resp-achat-invest.fct@intradef.gouv.fr) ;

[sabrina.chantry@intradef.gouv.fr](mailto:sabrina.chantry@intradef.gouv.fr);